



Plusieurs journaux en font état dans leur parution de ce 1er Avril et évoquent l'implication des hauts responsables de cette institution.

L'information est contenue dans la parution du 1er Avril du journal d'enquêtes, d'Analyses et de Sondages, L'indépendant dans lequel Il rapporte que les enquêtes ordonnées il y a 15 ans par la plus haute hiérarchie étatique dans le cadre de la lutte contre les fossoyeurs de l'économie nationale à la présidence de la République sont arrivées à termes. «Les établissements Tola express, Bureautex LTD, Bulawah I bross, Njang & Ons, Awa system, Mbeng et fils, Boyo express et Nkwain & sons, appartiennent tous à un traducteur en service à la Présidence de la République».

Aussi, le journal continue en affirmant mordicus qu'il existerait une complicité entre un haut responsable en service à l'Intendance des palais et résidences présidentiels (IPP) et ce traducteur. Ce journal dit s'appuyer sur le bon de commande administratif signé le 5 mars 2007, mais correspondant à la facture N°001/2004 Du 10 juillet 2004 pour le compte des établissements «Nji & mama». Le journal s'interroge sur la possibilité qu'un bon de commande puisse être émis trois années après la facture correspondante et deux années après la certification, la prise en charge et la liquidation de ladite commande. L'indépendant s'interroge également sur la possibilité qu'un procès-verbal de réception, soit signé pour «Nji & mama» correspondant à la facture N°001/2004 émise le 10 juillet 2004 en s'appuyant sur la «circulaire

N°003/MINFI/B du 3 janvier 2005 portant instructions relatives pour l'exercice 2005 qui sera signée, 5 mois plus tard.

Le journal affirme que les établissements «Awa system», les Ets «Asobacam» sont dans la même situation que «Nji & mama». L'indépendant note que ce sont des «établissements créés pour spolier le contribuable camerounais». «Jouissent-ils d'un bouclier qui les met à l'abri du rouleau compresseur de l'Opération Epervier ?» s'interroge-t-il enfin.